

j'aie jamais vus. L'an dernier, alors que le bœuf était si bon marché—jamais les consommateurs n'ont pu se procurer tant de bœuf pour le salaire d'une heure de travail—, il s'était produit en Alberta quelque chose de phénoménal. C'est dans cette province que la volaille coûte le plus cher au Canada. Peut-être coûte-t-elle légèrement plus cher en Colombie-Britannique, mais les producteurs albertains touchent un meilleur profit. Saviez-vous, monsieur l'Orateur, que la consommation de poulet de grill a augmenté de 10 p. 100 en Alberta, alors qu'elle n'a augmenté que de 2.3 p. 100 dans l'ensemble du pays? A quoi attribuer ce phénomène? Ce sont les producteurs eux-mêmes qui ont vendu le poulet.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Je regrette d'interrompre le ministre, mais son temps de parole est expiré. Il peut poursuivre s'il obtient le consentement unanime de la Chambre. Les députés sont-ils d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, étant donné que c'est un jour de l'opposition, je ne prendrai pas beaucoup plus de temps. Je suis heureux de participer à ce débat.

Je crois que la question des échanges mériterait de faire l'objet de symposiums. Nous mettons au point des programmes de commercialisation et nous y travaillons plus dur que tout autre pays au monde. On me reproche souvent mes déplacements, mais chaque fois que je vais à l'étranger, c'est d'habitude parce qu'un groupe d'associations a fait valoir au gouvernement du Canada que la présence du ministre, au Brésil par exemple, pourrait contribuer à faire vendre nos bestiaux, ou encore dans les Balkans, pour vendre nos volailles, nos reproducteurs, nos bestiaux ou les machines agricoles que nous fabriquons ici. Je suis d'accord avec le député de Brant que nous devrions avoir un accord semblable à celui sur la production automobile pour la machinerie agricole, même si son chef a critiqué cet accord l'autre jour. Je pense que nous pourrions l'améliorer, car l'accord automobile comporte des faiblesses, mais s'il n'existait pas, notre situation serait la même pour les pièces automobiles que pour les machines agricoles qui entrent au Canada en franchise. C'est une chose que bien des gens ignorent et beaucoup d'agriculteurs s'imaginent que les machines agricoles sont frappées d'un droit de douane. Nous pouvons importer des pièces en franchise, alors que l'agriculteur américain ne le peut pas. Sauf erreur, il paie un droit de 7 p. 100 sur les pièces qu'il achète ici.

Une autre façon de nuire à notre savoir-faire et à notre esprit d'entreprise, c'est d'essayer de créer un système de fabrication de pièces de machines. C'est tout à fait impossible et inutile, car il faudrait payer des droits de douane pour approvisionner le marché nord-américain.

La motion propose entre autres:

... d'encourager l'expansion et l'amélioration de la recherche agricole pour obtenir de bonnes techniques de production;

Jamais je n'ai tant entendu parler de recherche et du sort qui lui est fait, et pourtant, je n'ai pas entendu un seul député, un seul scientifique, m'indiquer un domaine de recherche particulièrement défavorisé. Nous avons exécuté des recherches très poussées en agriculture. Je ne connais aucun projet de recherche gouvernemental dont je suis responsable qui soit défavorisé ou qui le sera, parce que c'est moi qui décide de l'attribution des contrats de recherche. Des représentants d'universités diront à certains députés qu'il doit y avoir impar-

Subsides

tion de recherches en agriculture. Faites en sorte que vos électeurs soient au courant des instances que vous avez présentées au ministre de l'Agriculture et qu'il réponde à votre demande en accordant une subvention à une université pour faire des recherches en agriculture.

Les ministres des provinces ont aussi dit qu'ils ne voulaient plus d'adjudication de contrats. Ils sont fiers de notre équipe de chercheurs du CDA. Ce sont les meilleurs au monde. Nous avons signé hier un accord en vertu duquel nous partagerons nos recherches et nos connaissances techniques avec les États-Unis. De cette façon, il n'y aura pas double emploi. Nous croyons que c'est la meilleure chose à faire. Plutôt que les Américains fassent des recherches de leur côté, et nous du nôtre, sur le même sujet, ce qui ferait nettement double emploi, nous pourrions avoir un programme commun.

● (1622)

J'aimerais parler de l'aide alimentaire directe. Récemment, j'ai pris des engagements aux Nations Unies au nom du Canada. C'était il y a environ deux semaines. De nouveau, notre pays est aux premiers rangs pour ce qui touche l'aide alimentaire et l'aide à la production alimentaire en tout genre. Nous portons la tête haute. Je n'ai pas honte de proposer la création d'un genre de cartel qui nous permettrait de mieux vendre nos produits sur les marchés internationaux et d'obtenir que des pays comme le Japon, les pays de la Communauté économique européenne et de l'OPEP nous versent un prix convenable. Ces pays se constituent des stocks de nos produits à un prix inférieur à celui de la production. Alors les gens, y compris des députés des deux côtés de la Chambre, réclament des programmes de stabilisation des prix pour empêcher que nos producteurs ne fassent faillite. Ils s'extasient encore sur les progrès rapides d'économies comme celle du Japon. C'est dire la puissance de ces pays. Le système même que nous avons adopté vise à stabiliser le prix de nos produits, afin de soutenir la concurrence. Ces produits débouchent ensuite sur les marchés mondiaux. Puis, c'est la foire d'empoigne. A quoi sert toute cette pagaille économique? Devrions-nous subventionner le trésor public de ces pays? Devrions-nous dépenser ainsi notre argent?

Comme je l'ai dit, nous sommes le pays qui consacre le plus petit pourcentage de ses dépenses à l'agriculture. Le budget de mon ministère ne représente que 2 p. 100 du total des dépenses du gouvernement. Si on additionne toutes les dépenses fédérales et provinciales, on se rend compte que les gouvernements ne consacrent qu'environ 4 p. 100 de leurs dépenses à l'agriculture. L'agriculture canadienne est saine et productive. Nos méthodes d'administration permettent aux agriculteurs de se tirer d'affaire seuls. D'aucuns prétendent que les exploitations agricoles dont je parle, celles qui ont des revenus nets, sont dirigées par les bureaucrates. Ce n'est pas vrai. Elles sont dirigées par les agriculteurs eux-mêmes. Dans certains cas, les organismes agricoles comptent même des consommateurs. Ces gens-là dirigent une des entreprises les plus florissantes du monde.

Je faillirais à mon devoir en ne terminant pas par un mot de quatre lettres: l'œuf. Quel autre produit a baissé de 4 p. 100 l'année dernière, tout en continuant à assurer un revenu très honnête aux producteurs? Ils perçoivent un revenu net pour leurs investissements, pour le total des frais d'exploitation, pour leur gestion, etc. Certains ont dit qu'il n'était pas bon que